

Tableau de bord

de la

**FRANCE DANS LA
MONDIALISATION**

OBSERVATOIRE DE LA MONDIALISATION

JUILLET 2009

Yves Bertoncini, Caroline Le Moign,
Marie-Françoise Le Guilly et Marie Houdart
Département des Affaires Économiques et Financières

Objectifs

La mondialisation constitue un enjeu central du débat public français et international : elle a à ce titre suscité la production de très nombreuses données, souvent très sophistiquées et portant sur tel ou tel aspect d'une réalité à la fois multiforme et complexe. La mondialisation donne par ailleurs lieu à d'innombrables analyses, telles celles élaborées par le « Groupe d'analyse de la mondialisation » mis en place dans le giron du Centre d'analyse stratégique (voir <http://www.rdv-mondialisation.fr/>).

Le foisonnement des données et des analyses relatives à la mondialisation peut paradoxalement contribuer à brouiller les points de repères essentiels à connaître lorsqu'on aborde un tel phénomène. Il suscite en retour un besoin légitime d'éléments d'appréciation généraux et relativement simples, comme en témoigne la proposition de résolution adoptée par le Sénat sous l'impulsion de Jean Paul Virapoullé, et qui évoque la création d'un « Observatoire de la mondialisation » dédié à la production de tels éléments.

Le présent « Tableau de bord » constitue la première production de cet « Observatoire de la mondialisation », dont les activités ont été structurées par le Centre d'analyse stratégique. Il met principalement l'accent sur la dimension économique et sociale de la mondialisation.

L'objectif principal d'un tel Tableau de bord est de présenter la situation de la France au regard de celles de quelques grands pays de l'UE (Allemagne, Royaume Uni et moyenne UE27) et du monde (ETATS-UNIS, Japon et Chine), sans nécessairement chercher à dresser un classement hiérarchisé de ces différents pays (sur ce registre, voir annexe). Des travaux complémentaires étendant une telle observation à davantage de pays pourront naturellement être entrepris.

La situation de la France et de l'UE27 est évaluée sur la base de 7 séries d'indicateurs qui font pour la plupart l'objet d'un suivi régulier de la part d'organismes internationaux de référence, mais qui sont pour la première fois réunis au sein d'un même document de travail.

Ces premières données feront l'objet d'une mise à jour périodique, sur une base au moins annuelle. Elles donneront par ailleurs lieu à des travaux d'approfondissement ultérieur, qui porteront à la fois sur l'une ou l'autre des séries d'indicateurs retenus ou sur d'autres phénomènes liés à la mondialisation. Ces travaux seront définis en fonction des réactions suscitées par ce Tableau de bord et de l'évolution de la « mondialisation » au cours des prochaines années.

Précisions méthodologiques

L'ensemble des données présentées dans ce « Tableau de bord de la mondialisation » sont des données brutes issues d'organismes internationaux de référence : il s'agit principalement de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques (OCDE), de l'agence statistique de l'Union européenne (Eurostat) et du Fonds Monétaire International (FMI).

Les indicateurs présentés sont très souvent des indicateurs de base, à l'exemple du taux de croissance ou de la richesse par habitant. Ils correspondent parfois à des indicateurs synthétiques bien connus (exemple de l'« Indice de développement humain ») ou moins souvent cités (exemple de « l'empreinte énergétique » d'une économie).

La trentaine d'indicateurs exploités ci-après ont été retenus en raison de leur dimension illustrative et afin de dégager une vision assez large de la mondialisation. Chacune des séries d'indicateurs identifiées (voir sommaire ci-après) comprend entre 4 et 8 éléments d'appréciation susceptibles de fournir un éclairage utile des réalités visées.

De nombreux indicateurs fournissent des données relatives à une année précise (souvent 2007 voire 2008), mais ils sont chaque fois que nécessaire complétés par des données du même type portant sur une période de 5 ans, et qui permettent d'atténuer l'impact des fluctuations conjoncturelles (exemple du taux de croissance). Dans le même esprit, indicateurs de stocks et indicateurs de flux sont parfois présentés conjointement, afin de fournir des éléments d'appréciation plus éclairants aux lecteurs (exemple des stocks et des flux d'investissements directs étrangers).

Les indicateurs présentés dans ce Tableau de bord concernent trois pays de l'UE et deux autres pays de l'OCDE (Etats-Unis et Japon), pour lesquels des données standardisées sont très souvent disponibles.

Beaucoup des données relatives à la Chine font également l'objet d'un suivi international harmonisé (par exemple via le FMI) mais d'autres ont parfois été obtenues sur la base de sources différentes, signalées dans les tableaux concernés.

Les moyennes produites pour l'UE correspondent le plus souvent possible à l'UE27, à défaut à l'UE25 quand elles sont antérieures à 2007. Elles concernent plus rarement un nombre moindre de pays de l'UE, lorsque les données disponibles ne sont pas exhaustives (cette restriction étant à chaque fois signalée dans les tableaux correspondants).

TABLEAU DE BORD DE LA FRANCE DANS LA MONDIALISATION SOMMAIRE

1. Indicateurs globaux

- 1.1 Pourcentage du PIB mondial en PPA en 2008
- 1.2 PIB par habitant en dollars US PPA en 2008
- 1.3 Pourcentage de la population mondiale en 2008
- 1.4 Croissance démographique sur 5 ans (2004-2008)
- 1.5 Taux de croissance du PIB sur 5 ans (2004-2008) et en 2008
- 1.6 Part des secteurs primaire, secondaire et tertiaire dans le PIB en 2008

2. Indicateurs de compétitivité

- 2.1 Balance commerciale en % du PIB sur 5 ans (2004-2008), -point 2008
- 2.2 Balance commerciale en milliards de dollars US sur 5 ans (2004-2008), point 2008
- 2.3. Taux de pénétration des importations en 2007
- 2.4 Part des exportations dans les exportations mondiales en 2007
- 2.5 Part du haut de gamme dans les exportations en 2004
- 2.6 Taux de change effectif réel, évolution cumulée sur 5 ans (2004-2008)
- 2.7 Taux d'inflation : taux moyen de variation annuel des indices des prix à la consommation harmonisés (IHPC) en 2008
- 2.8 Rémunération du travail par salarié, économie totale en dollars US PPA en 2006

3. Indicateurs d'attractivité

- 3.1 Flux entrants d'investissements directs, en % du PIB sur 5 ans (2003-2007)
- 3.2 Stock d'investissements directs entrants, en % du PIB en 2007
- 3.3 PIB par heures travaillées en 2008
- 3.4 Recettes fiscales tirées de l'impôt sur les sociétés en 2006, en % PIB.
- 3.5 Nombre de procédures pour créer une entreprise en 2007 et 2008
- 3.6 Infrastructures : réseau autoroutier par habitant
- 3.7 Indice global de localisation des services offshore en 2009

4. Indicateurs d'éducation et de recherche

- 4.1 Dépenses au titre des établissements d'enseignement, total des sources (publiques, privées, internationales), tous niveaux en % du PIB en 2005
- 4.2 Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire, en % des 25-64 ans et des 25-34 ans en 2006
- 4.3 Dépenses intérieures brutes de R&D (DIRD) en % du PIB en 2006
- 4.4 Nombre de brevets triadiques en 2006

5. Indicateurs sociaux

- 5.1 Indice de développement Humain (IDH) 2006
- 5.2 Dépenses sociales publiques au titre de la protection sociale, en % du PIB en 2005
- 5.3 Population active en % de la population totale en 2007
- 5.4 Taux de chômage de la population active civile sur 5 ans (2003-2007)
- 5.5 Age moyen de sortie du marché du travail en 2007

6. Indicateurs environnementaux

- 6.1 Empreinte énergétique, énergie consommée par habitant en 2006
- 6.2 Intensité carbone (émissions de CO2 par unité de PIB) en 2004
- 6.3 Part mondiale des émissions de CO2 en 2004
- 6.4 Déchets municipaux en Kg par habitant en 2005

7. Indicateurs politiques

- 7.1 Contrôle étatique du marché des biens et services en 2008
- 7.2 Barrières à la concurrence en 2008
- 7.3 Niveau d'inégalités de revenus (indice de Gini) en 2005
- 7.4 Indice de perception de la corruption 2008

Annexe - La France dans la mondialisation : éléments de comparaison

Données chiffrées : tableau de synthèse

Indicateurs généraux sur la mondialisation		Sources	France	Allemagne	Royaume-Uni	UE 27	Etats-Unis	Japon	Chine
Indicateurs globaux	Pourcentage du PIB Mondial en PPA	FMI, données 2008	3,1%	4,2%	3,2%	22,1%	20,7%	6,4%	11,4%
	PIB par habitant, en dollars US PPA	FMI, données 2008	34 208	35 442	36 523	nd	46 859	34 100	5 963
	Pourcentage de la population mondiale	OCDE, chiffres 2008	0,9%	1,2%	0,9%	7,4%	4,5%	1,9%	19,9%
	Croissance démographique sur 5 ans, 2004-2008	OCDE, croissance 2004/08	0,5%	0,1%	0,6%	0,4%	0,9%	0,0%	0,6%
	Taux de croissance du PIB sur 5 ans, 2004-2008	FMI, données 2004-2008	+ 1,4%	+ 1,5%	+ 1,7%	nd	+ 1,8%	+ 1,1%	+ 8,7%
	Taux de croissance du PIB	FMI, données 2008	+ 0,7%	+ 1,2%	+ 0,7%	nd	+ 1,1%	-0,6%	+ 9,1%
	Part des secteurs primaire, secondaire et tertiaire dans le PIB	CIA Worldfactbook est. 2008	77,4%	69,0%	76,2%	71,1%	79,2%	72,1%	40,2%
Indicateurs de compétitivité	Balance commerciale en % du PIB	FMI, chiffres 2008	-1,6%	6,4%	-1,7%	-1,1%	-4,7%	3,2%	10,0%
	Balance commerciale en milliards de dollars US, moyenne sur 5 ans	FMI, chiffres 2008	-45,3	235,3	-45,4	-196,5	-673,3	157,1	440,0
	Taux de pénétration des importations en 2007	OCDE							
	Part dans les exportations mondiales, en %	OCDE, données 2007	4,0%	9,0%	4,3%	39,6%	9,7%	4,9%	7,8%
	Part du haut de gamme dans les exportations, en %	CEPII, chiffres 2004	38,49%	43,27%	44,25%	nd	33,77%	41,21%	26,72%
	Taux de change effectif, évolution cumulée sur 5 ans, en %	Banque des règlements internationaux, croissance 2004/2008	+ 2,4%	+ 2,0 %	-22%	—	-5%	+ 12,7 %	+ 16,6 %
	Taux d'inflation, taux moyen de variation annuel des indices des prix à la consommation harmonisés (IHPC)	FMI, chiffres 2008	+ 3,2%	+ 2,8%	+ 3,6%	+ 3,7%	+ 3,8%	+ 1,4%	+ 5,8%
	Rémunération du travail par salarié, économie totale en PPA, en dollar US	OCDE, chiffres 2007, sauf UE27	44 627,0	37 695,0	41 852,3	38450,41*	56 713,3	34 993,0	nd

* OCDE-OIT

*Zone Euro, données 2006

1 UE 25

Indicateurs généraux sur la mondialisation		Sources	France	Allemagne	Royaume-Uni	UE 27	Etats-Unis	Japon	Chine
Indicateurs d'attractivité	Flux entrants d'investissement direct, en % du PIB sur 5 ans, 2003-2007	CNUCED, données 2003/07, sauf Chine: OCDE	3,5%	1,2%	5,6%	3,2%	1,2%	0,1%	5,2%
	Stock d'investissement direct entrants, en % PIB	CNUCED, chiffres 2007	40,0	19,1	49,1	41,0	15,2	3,0	10,1
	PIB par heure travaillée, US=100	Groningen, données 2008	95,8	92,4	87,7	nd	100,0	71,0	nd
	Recettes fiscales tirées de l'impôt sur les sociétés en pourcentage du PIB	OCDE, chiffres 2006 (UE15)	3,0	2,1	4,0	3,4	3,3	4,7	nd
	Nombre de procédures pour créer une entreprise	Doing Business 2009, chiffres 2007-08, UE25 (sans Chypre et Malte)	5	9	6	6	6	8	14
	Infrastructures Réseau autoroutier/hab, en km/hab	Dernières données disponibles Worldfactbook	0,18	0,15	0,06	nd	0,25	0,06	0,03
	Indice global de localisation des services offshore	AT Kearney 2009, Global Services Location Index	4,72	4,91	4,94	nd	5,33	nd	6,33
Indicateurs d'éducation et de recherche	Total des dépenses au titre des établissements d'enseignement (publiques, privées, internationales) tous niveaux, en % du PIB	OCDE, chiffres 2005 (sauf Chine, NBSPRC, 2003)	6,0%	5,1%	6,3%	nd	7,1%	4,9%	5,3%
	Dépenses au titre des établissements d'enseignement de sources publiques, en % du PIB	OCDE, chiffres 2005 (sauf Chine, NBSPRC, 2003)	5,6%	4,2%	5,0%	5,0%	4,8%	3,4%	3,3%
	Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire, en % de la population des 25-64 ans	OCDE, chiffres 2006	26,2%	24,0%	30,5%	24% ²	39,5%	40,5%	nd
	Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire, en % de la population des 25-34 ans	OCDE, chiffres 2006	41,4%	22,0%	36,7%	30% ²	39,2%	54,1%	nd
	Dépenses intérieures brutes de R-D (DIRD), en % du PIB	Eurostat, chiffres 2007 (sauf RU, USA, Japon: OCDE, 2006)	2,1%	2,5%	1,8%	1,8%	2,7%	3,4%	1,4%
	Nombre de brevets triadiques en 2006	OCDE, chiffres 2006	2 499	6 171	1 663	14 795	15 942	14 187	484

² UE 19

Indicateurs généraux sur la mondialisation		Sources	France	Allemagne	Royaume-Uni	UE 27	Etats-Unis	Japon	Chine
Indicateurs sociaux	Indice de développement humain (IDH): indice de 0 à 1, où 0 est le développement le plus faible	<i>Human Development Report 2007/08, chiffres 2006</i>	0,955	0,940	0,942	0,916	0,950	0,956	0,762
	Dépenses sociales publiques au titre de la protection sociale, en % du PIB	<i>OCDE, chiffres 2005 (sauf UE 27: Eurostat; Chine: OCDE 2002)</i>	29,2%	26,7%	21,3%	27,2%	15,9%	18,6%	2,8%
	Population active, en % de la population totale	<i>OCDE, chiffres 2007 (sauf Chine: OIT)</i>	44,9%	50,7%	49,2%	48,8%	50,8%*	52,2%	59,5%
	Taux de chômage moyen sur 5 ans, en % de la population active civile 2003-07	<i>OCDE, données 2003/07 (sauf Chine: OIT)</i>	9,0%	9,6%	5,0%	8,4%	5,2%	4,5%	4,2%
	Age moyen de sortie du marché du travail	<i>Eurostat, chiffres 2007</i>	59,4	62,0	62,6	61,2	nd	nd	nd
Indicateurs environnementaux	Empreinte énergétique: énergie consommée par habitant, en Mtep/hab	<i>EIA, données 2006</i>	4,48	4,45	4,04	3,66	8,36	4,47	1,40
	Intensité carbone: émissions de CO2 par unité de PIB	<i>Human Development Report 2007/08, chiffres 2004</i>	0,23	0,38	0,34	0,42	0,56	0,36	0,70
	Part mondiale des émissions de CO2, en %	<i>Human Development Report 2007/08, chiffres 2004</i>	1,3%	2,8%	2,0%	13,4%	20,9%	4,3%	17,0%
	Déchets municipaux, en kg/hab	<i>OCDE, chiffres 2005</i>	520	570	590	517	760	410	nd
Indicateurs politiques	Contrôle étatique du marché des biens et services: indice PMR de 0 à 6, où 0 est l'absence de contrôle	<i>OCDE, chiffres 2008</i>	1,45	1,33	0,84	nd	0,84	1,11	nd
	Barrières à la concurrence: indice de 0 à 6, où 0 est l'absence de barrières	<i>OCDE, chiffres 2008</i>	1,56	1,43	0,77	nd	2,53	2,24	nd
	Indice de Gini (mesure des inégalités de revenu): Indice de 0 à 1, où 0 est l'égalité absolue	<i>Human Development Report 2007/08, chiffres 2005</i>	0,281	0,298	0,335	0,280	0,381	0,321	0,469
	Indice de perception de la corruption: note de confiance sur 10	<i>Transparency International, 2008</i>	6,9	7,9	7,7	–	7,3	7,3	3,6

* OCDE-OIT

Indicateurs globaux

1. Indicateurs globaux

La France représente moins de 1% de la population mondiale mais sa croissance démographique est supérieure à la moyenne européenne. Cette croissance démographique est due à un taux de fécondité proche de 2 enfants par femme, largement supérieur à l'Allemagne et au Japon (1,3) et légèrement inférieur aux Etats-Unis (2,1).

La forte croissance démographique des Etats-Unis est également due à un taux de migration nette qui s'est établi à 4,31 immigrants pour 1000 habitants en 2009, contre 1,48 en France, 2,1 en Allemagne et au Royaume-Uni et - 0,39 en Chine.

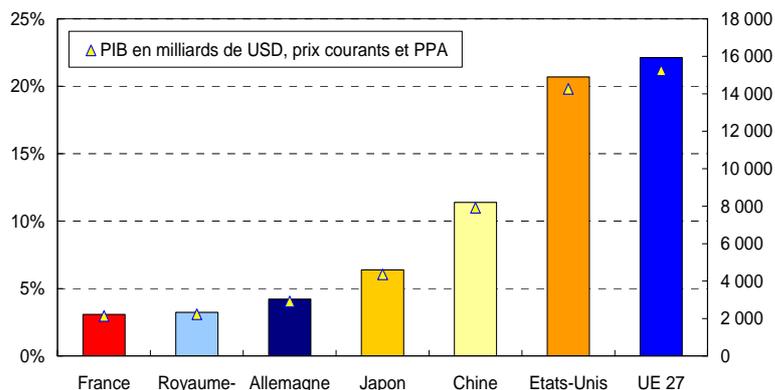
Ces différentiels démographiques ont naturellement un impact quantitatif non négligeable sur les taux de croissance des pays.

La faible croissance démographique de l'Allemagne et le recul du Japon auront eux aussi des conséquences importantes en termes de vieillissement de la population et de dynamisme économique, sauf si une très forte immigration vient en atténuer les effets.

La France produit 3% du PIB mondial, soit une proportion comparable au Royaume Uni, 3 fois moindre que la Chine et plus de 6 fois moindre que les Etats-Unis, qui ne sont devancés que par l'ensemble de l'UE27.

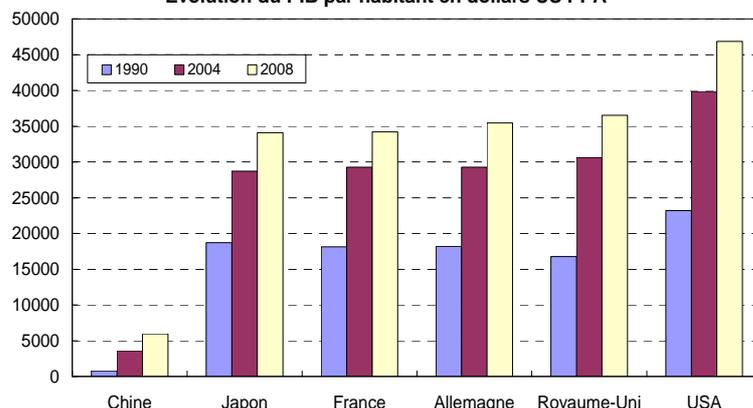
Exprimé en termes de richesse par habitants, le niveau de la France (34 000 \$/hab. en 2008) est comparable à ceux de l'Allemagne, du Royaume-Uni et du Japon, très nettement supérieur à celui de la Chine, mais largement inférieur à celui des Etats-Unis. Ce décalage par rapport aux Etats-Unis traduit un moindre niveau de performances économiques mais aussi une différence d'arbitrage travail-loisirs.

Pourcentage du PIB mondial en 2008



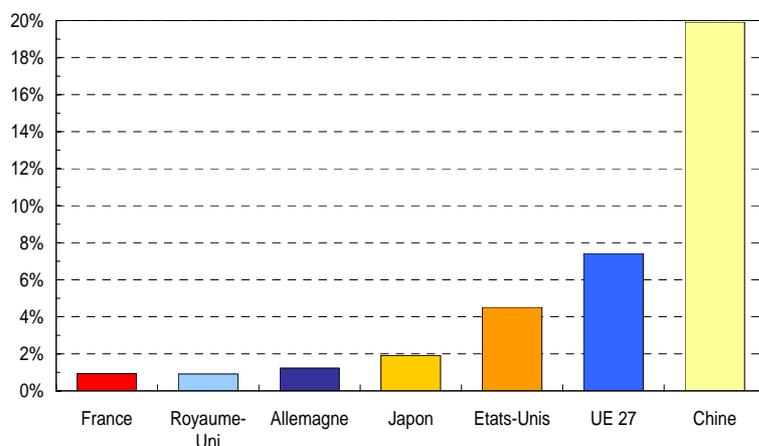
Source : données FMI

Evolution du PIB par habitant en dollars US PPA



Source : données FMI, 2008

Pourcentage de la population mondiale en 2008



Source : données OCDE

Le taux de croissance de la France s'est établi à environ 2% en moyenne sur la période 2004-2008, soit un niveau :

- inférieur à la moyenne UE et au niveau constaté aux Etats-Unis, en Allemagne et au Royaume Uni ;
- 5 fois moindre que la Chine, portée par une forte dynamique de rattrapage ;

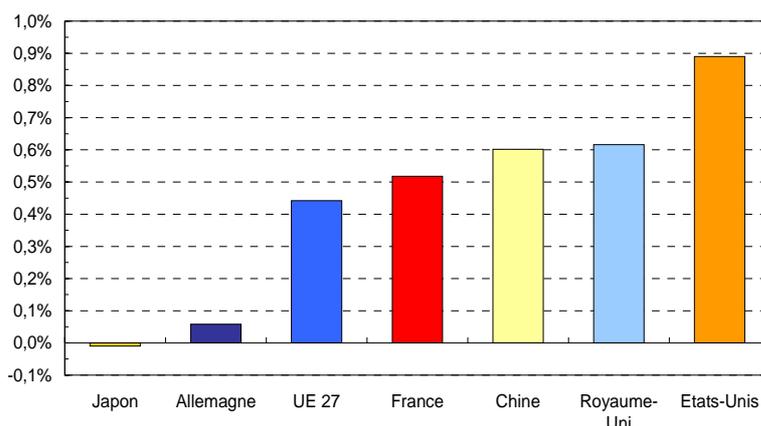
Cette croissance est tendanciellement basse, surtout compte tenu de l'apport a priori positif de la croissance démographique française au regard des autres pays (Etats-Unis exceptés).

Plus des trois quarts du PIB français (77,4%) est produit par le secteur tertiaire, niveau supérieur à la moyenne européenne et qui n'est dépassé que par les Etats-Unis (79,2%).

Bien que très réduite (2,2%), la part produite par l'agriculture est supérieure à la moyenne européenne et n'est dépassée que par la Chine (10,8%).

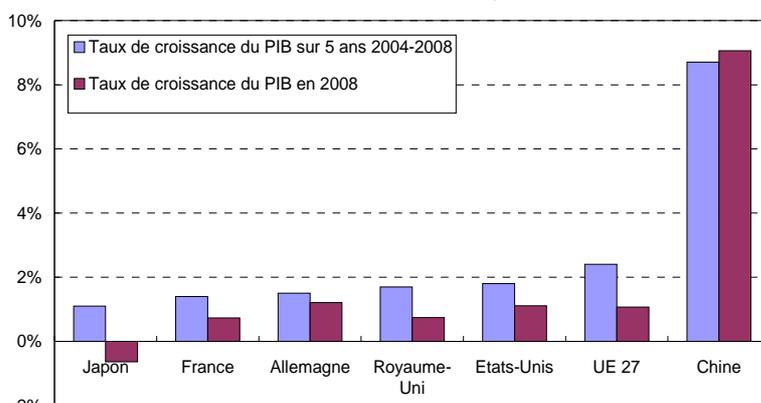
L'industrie représente enfin 20% du PIB français, soit une part inférieure à la moyenne européenne. La part relative de la seule industrie manufacturière est comparable en France et au Royaume Uni, mais nettement inférieure à celle constatée en Allemagne.

Croissance démographique sur 5 ans (2004-2008)



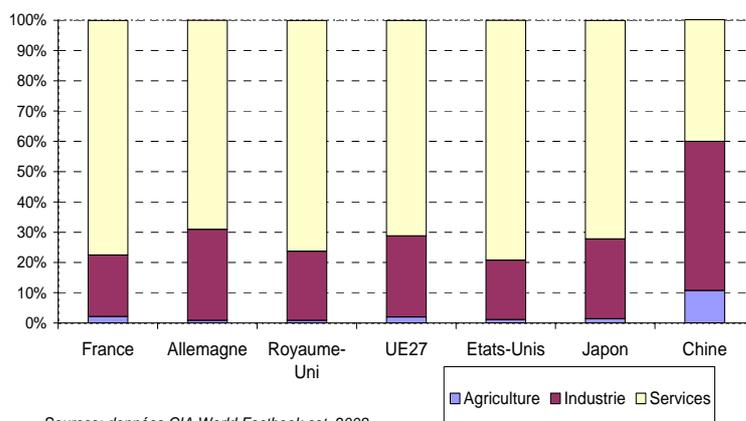
Source : données OCDE

Taux de croissance du PIB 2008 et moyenne 2004-2008



Source : données FMI, 2008

Répartition du PIB par secteur en 2008



Sources : données CIA World Factbook est. 2008

Indicateurs de compétitivité

2. Indicateurs de compétitivité

Le solde commercial de la France est plutôt équilibré sur la période 2003-2008 mais déficitaire en fin de période.

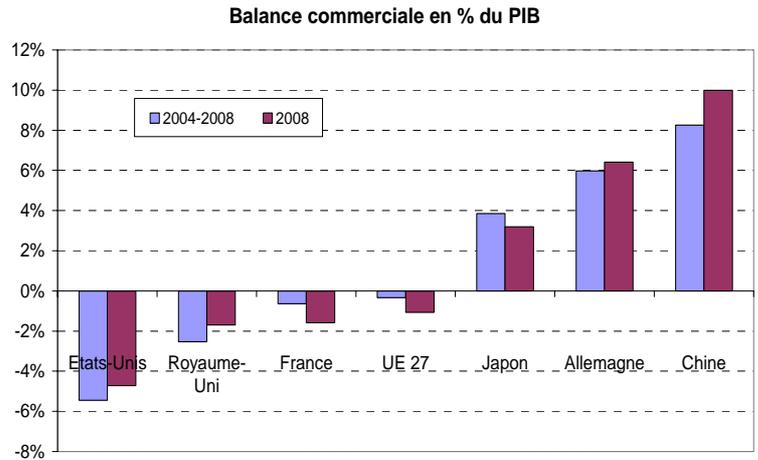
Les fondements structurels d'une telle situation ont fréquemment été soulignés : parts de marché réduites dans les grands pays émergents, déficit de grosses PME exportatrices, positionnement en gamme des produits nationaux non optimal etc. Ces différents éléments font l'objet de classements internationaux divers, dont celui publié par l'IMD (voir annexe).

De tels soldes commerciaux semblent aussi avoir des fondements macro-économiques : ils reflètent pour partie les asymétries commerciales record de la dernière décennie au niveau mondial et dans la zone euro, entre pays « surproducteurs » dotés d'une faible demande intérieure (Allemagne, Japon) et pays « sur-consommateurs » (notamment Etats-Unis) dont la demande a pu être dopée par des facilités de crédit, à l'origine de la récente crise.

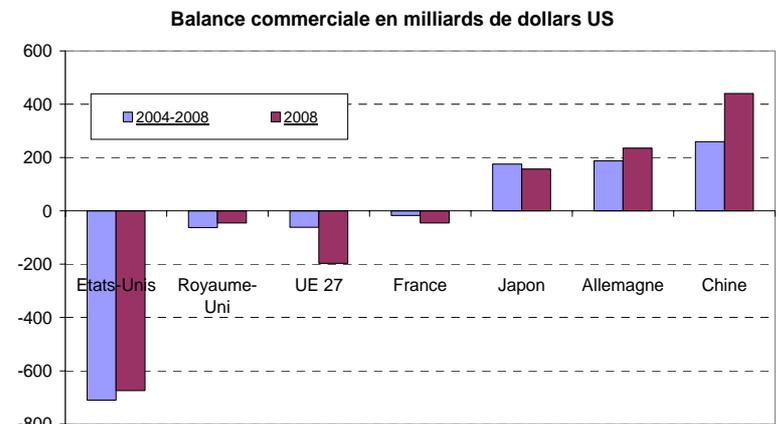
Ces déséquilibres macroéconomiques permettent d'expliquer pourquoi des pays ayant des indicateurs de compétitivité plutôt bons (en termes d'éducation, de R&D etc.) sont de fait confrontés à des soldes commerciaux fortement déficitaires, qu'il faut donc appréhender de manière nuancée.

Allemagne et France se trouvent dans une situation très contrastée depuis que la France enregistre des déficits commerciaux. La demande française (consommation et dépense publique) contribue à nourrir l'offre allemande, qui est d'autre part fortement orientée vers l'exportation et peut à ce double titre s'accommoder d'une demande intérieure plus faible.

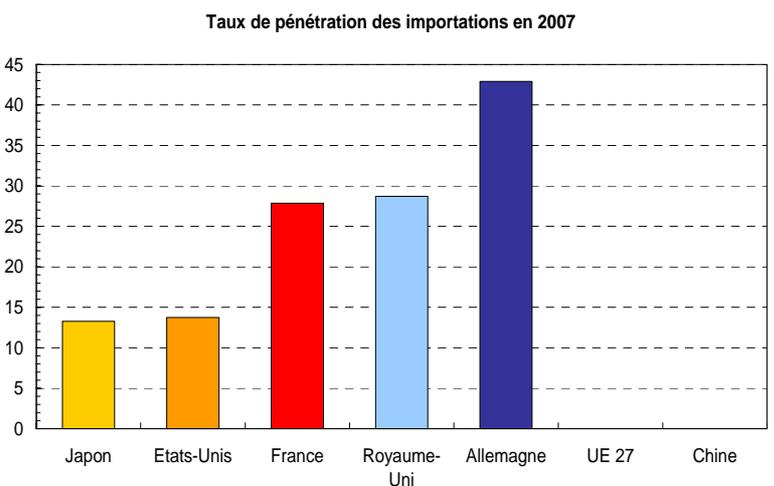
Le taux de pénétration des importations est également beaucoup plus élevé en Allemagne qu'en France et confirme la dimension extravertie du développement économique de ce pays. L'élévation récente de ce taux de pénétration traduit en partie la réimportation de productions délocalisées, notamment dans les pays d'Europe centrale.



Source: données FMI, 2008 et moyenne annuelle 2004-2008



Source: données FMI, 2008 et moyenne annuelle 2004-2008



Source : données OCDE

La France est à l'origine d'environ 5% des exportations mondiales, une part comparable à celle du RU mais très inférieure à celle de la Chine (8,8%) de l'Allemagne (11,2%) et des Etats-Unis (12%). La France a vu sa part relative dans les exportations mondiales se réduire, comme la plupart des pays développés, et ce au bénéfice des pays émergents.

Ces différentiels trouvent leur origine dans l'hétérogénéité des tissus économiques nationaux et des modèles de développement (le rôle de la demande intérieure étant traditionnellement marqué en France).

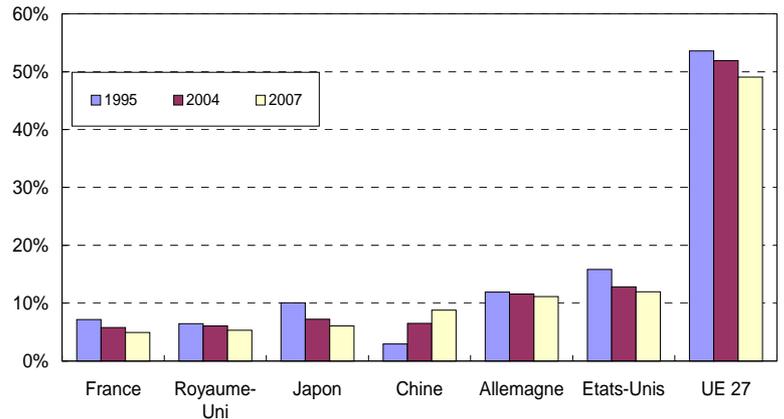
L'agroalimentaire, la mécanique, la chimie et les véhicules représentent plus de 60% du total des exportations françaises.

Le commerce « intra-zone » représente 2/3 des exportations de l'Allemagne et de la France (au sein du marché européen). Ce constat relativise le degré d'ouverture commerciale des pays européens et de l'UE vis-à-vis du reste du monde.

La France est par ailleurs fortement spécialisée (plus que l'Allemagne) dans les secteurs de haute technologie, et notamment l'aéronautique (environ 1/3 des exportations de haute technologie) et la pharmacie (environ 1/4).

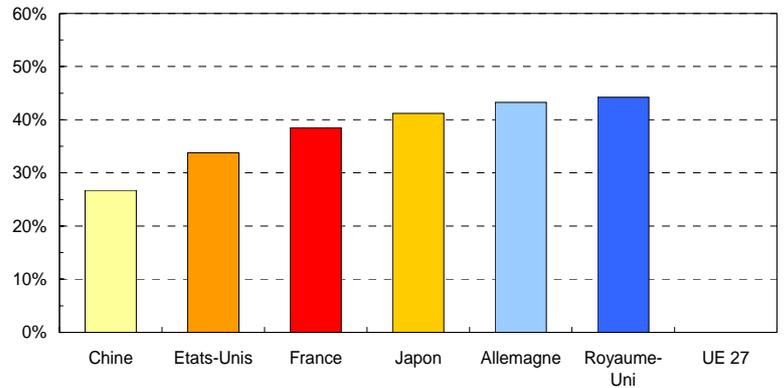
Le positionnement en gamme de la France ne paraît en revanche pas optimal au regard de ses principaux compétiteurs européens : 38% de ses exportations de produits manufacturés concernaient des produits haut de gamme en 2004, soit 5 et 6 points de moins qu'Allemagne et Royaume-Uni (exemple de l'automobile). Le positionnement de la France sur ce registre est cependant meilleur que celui des Etats-Unis et la Chine.

Part dans les exportations mondiales



Sources : données OCDE, Datastream, calculs CAS

Part du haut de gamme dans les exportations en 2004



Source : données CEPII 2004

Les évolutions des taux de change effectif au cours de la période récente indiquent à la fois une forte appréciation de la devise chinoise et une forte dépréciation de la devise anglaise.

La Chine connaît une forte appréciation de son taux de change réel liée à sa phase de développement économique, aux écarts de productivité positifs par rapport aux autres pays et à ses forts excédents commerciaux. Cela ne signifie cependant pas que le « taux de change d'équilibre » de la Chine égalise les prix au regard de ceux de ses concurrents : c'est au regard de ce taux de change théorique que l'on juge le taux de change du Yuan sous évalué, en dépit de sa forte appréciation récente.

Le taux de change effectif de la France a peu progressé sur la période récente, mais notre pays partait d'un taux déjà élevé.

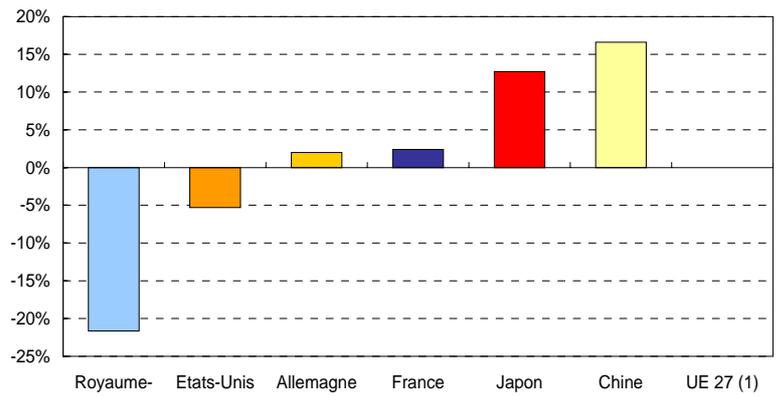
Le taux d'inflation constaté en France est bas au regard de celui enregistré aux Etats-Unis, et surtout en Chine, et comparable à celui de l'Allemagne et du Royaume Uni.

La France et Allemagne connaissent des variations limitées de leur taux de change réel, dans la mesure où plus de la moitié de leur commerce international s'effectue dans la même monnaie.

La rémunération du travail par salarié en France était supérieure à celle constatée en Allemagne en 2007 mais inférieure à celle constatée aux Etats-Unis. Cette situation reflète en partie les écarts de niveaux de charges fiscales pesant sur la rémunération du travail (de l'ordre de 50% en France et en Allemagne, contre 30% au Royaume Uni et aux Etats-Unis).

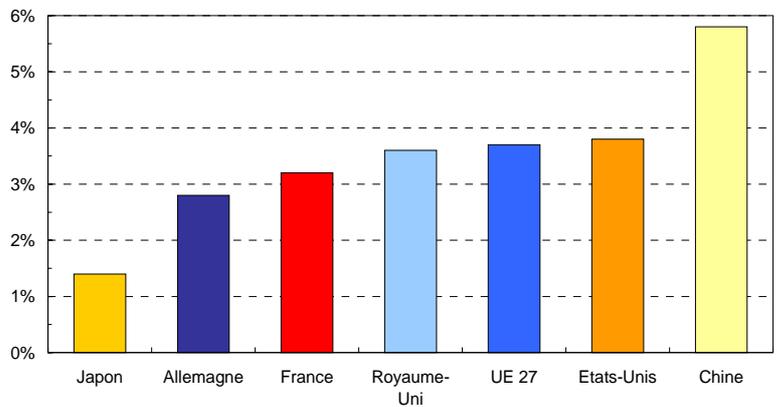
L'ampleur du différentiel franco-allemand reflète aussi l'effort de réduction des coûts salariaux unitaires opéré par l'Allemagne depuis 2001. Ce différentiel est cependant inverse dans le secteur manufacturier, dans lequel la rémunération du travail constatée en Allemagne est supérieure à celle pratiquée en France.

Taux de change effectif, évolution cumulée sur 5 ans (2004-2008)



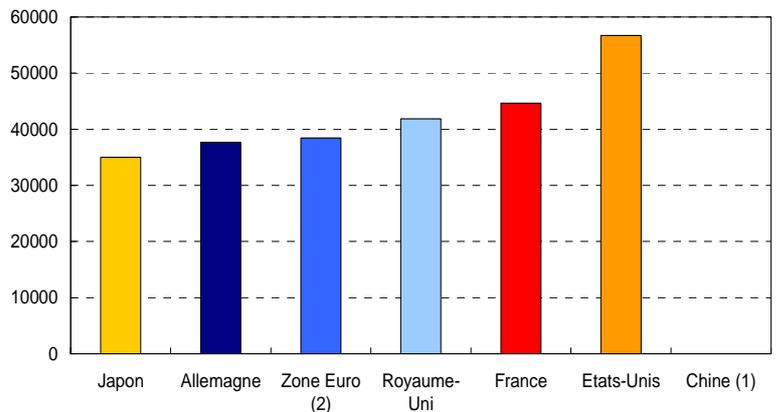
Source : données BRI

Taux d'inflation (IHPC) en 2008



Source : données FMI

Rémunération du travail par salarié, économie totale en USD PPA, 2007



Source : données OCDE, 2007

(1): nd, (2) données 2006

Indicateurs d'attractivité

3. Indicateurs d'attractivité

Sur la période récente, la France a accueilli d'importants flux d'investissements directs étrangers (IDE), dans une proportion supérieure (au regard du PIB) à la moyenne européenne et à celle constatée en Allemagne et en Chine.

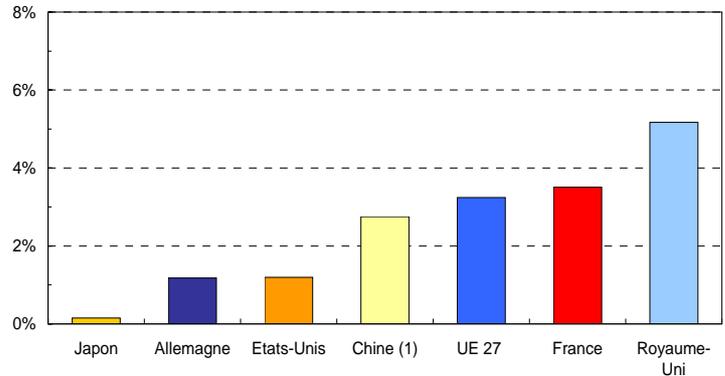
D'importants IDE sortants ont également été enregistrés, liés au redéploiement des capitaux domestiques à l'étranger, notamment de la part des grands groupes français industriels et de services.

Le stock d'IDE en France se situe à un niveau élevé, qui découle notamment de sa position géographique centrale au sein du marché intérieur européen, du niveau de qualification de sa main d'œuvre et de la qualité de ses infrastructures

Le niveau de stock d'IDE par rapport au PIB est deux fois supérieur en France par rapport à celui constaté en Allemagne et aux Etats-Unis. En valeur brute (milliards de dollars) il se situe en 3^{ème} position, derrière les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

La France peut s'appuyer sur une bonne productivité horaire de ses salariés, dont le niveau voisine celui des Etats-Unis. Le niveau comparativement faible de la durée du travail annuelle en France limite cependant les performances nationales en termes de productivité par tête.

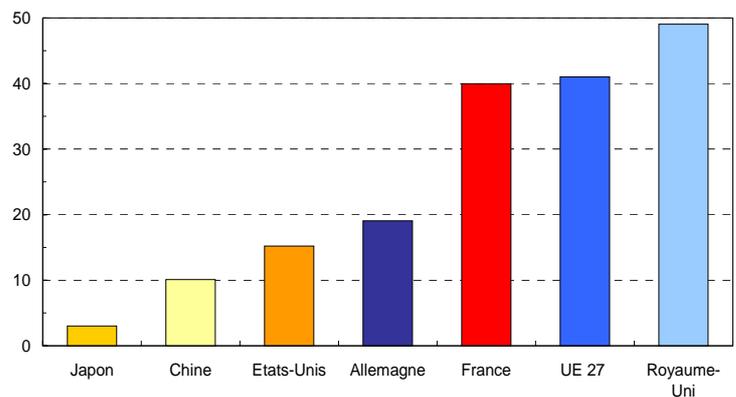
Flux entrants d'investissements directs en % du PIB, 2003-2007



Source : données CNUCED 2007

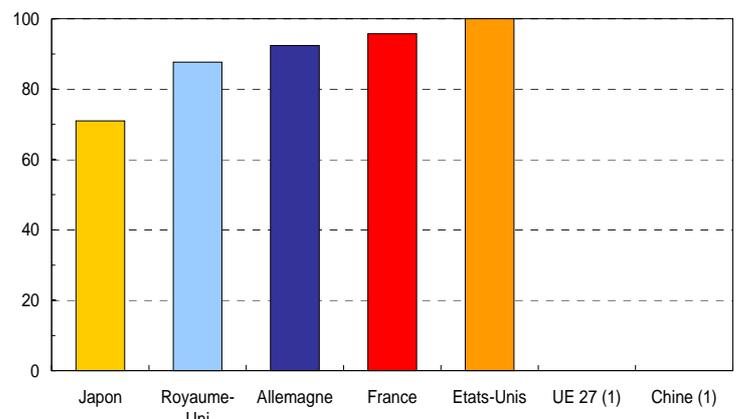
(1) : données OCDE

Stocks d'investissements direct entrants en % du PIB en 2007



Source : données CNUCED

PIB par heure travaillée en 2008, US = 100

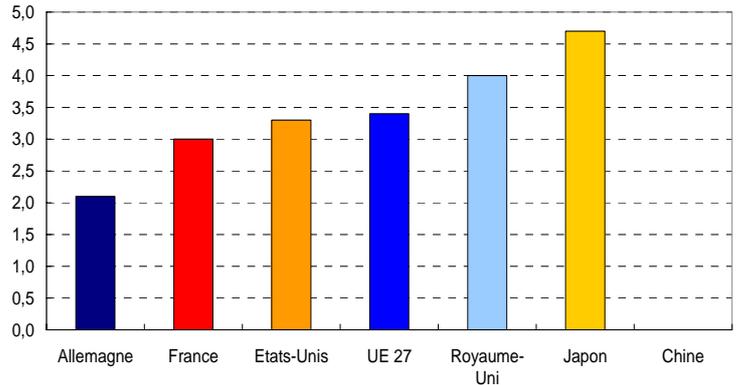


Source : données Groningen

(1) : nd

La France se caractérise également par un niveau de prélèvement sur les entreprises relativement bas au regard de la moyenne OCDE. Si le taux nominal de l'impôt sur les sociétés y est élevé, les ressources fiscales issues des entreprises ont de fait un niveau inférieur à la moyenne européenne et à celui constaté aux Etats-Unis et au Japon, compte tenu de l'étroitesse des bases de cet impôt.

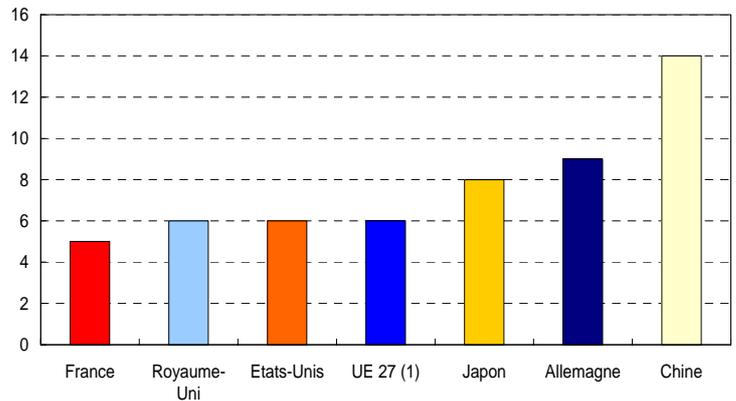
Recettes fiscales tirées de l'impôt sur les sociétés en % du PIB en 2006



Source : données OCDE, 2006

La France apparaît désormais bien positionnée dans les études analysant l'environnement réglementaire des affaires. Elle a par exemple réduit de manière importante le nombre de procédures requises pour créer une entreprise et affiche désormais un niveau meilleur que la moyenne européenne (elle est cependant dans une situation médiane s'agissant de la durée de ces procédures).

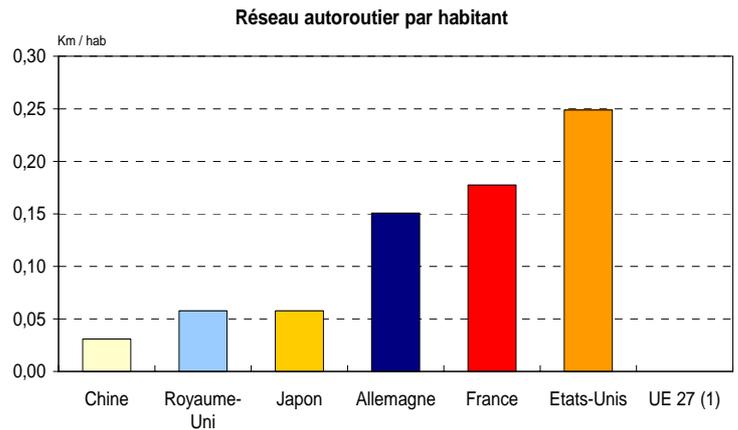
Nombre de procédures pour créer une entreprise (2007-2008)



Source : données Doing Business, 2009

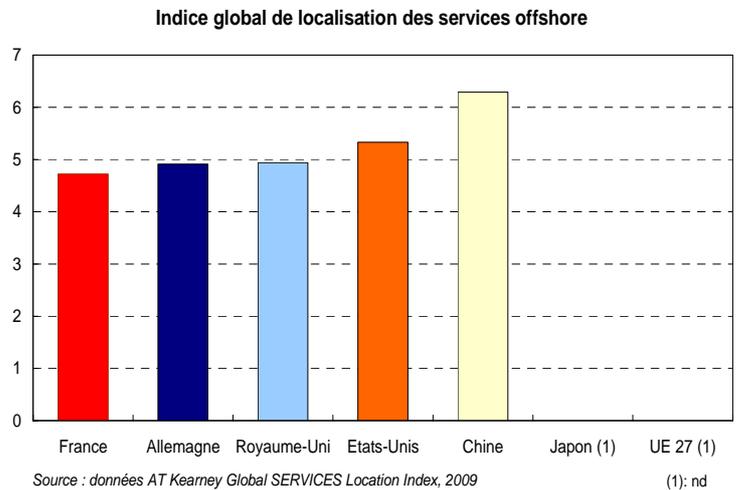
(1): UE 25, sans Chypre et Malte

La France dispose enfin d'infrastructures de qualité, notamment en matière de réseau autoroutier : la densité de ce réseau est supérieure à celle constatée en Allemagne, nettement supérieure à celle du Japon, du Royaume Uni et de la Chine et est seulement inférieure à celle des Etats-Unis.



Source : dernières données disponibles CIA World Factbook

En matière d'accueil de services « offshore » (services informatiques, centres d'appel ou services administratifs de support), la France est nettement moins attractive que la Chine (qui se classe 2^{ème} derrière l'Inde), mais aussi que les Etats-Unis. Alors qu'elle se situe en 5^{ème} et 7^{ème} positions en matière d'environnement des affaires (environnement politique, juridique, qualité des infrastructures) et de capital humain (voir ci-après), la France se classe au 49^{ème} rang (sur les 50 pays analysés) en matière de coûts (salaires, coût des infrastructures, charge fiscale globale), ce qui influe très fortement sur son classement général (41^{ème}) et la place très en retrait par rapport aux principaux pays émergents, qui semblent avoir davantage vocation à accueillir ce type de services.



Source : données AT Kearney Global SERVICES Location Index, 2009

Indicateurs d'éducation et de recherche

4. Indicateurs d'éducation et de recherche

La France présente le plus haut niveau en termes de dépenses publiques d'éducation, mais elle occupe une position proche de la médiane si l'on tient compte du niveau des dépenses publiques totales, compte tenu de la faiblesse des dépenses d'éducation privées.

Les Etats-Unis sont largement en tête en termes de dépenses totales (+ de 7% du PIB), alors qu'ils présentent un niveau de dépenses publiques inférieur à celui de la France. Le différentiel France/Etats-Unis est encore plus net en matière d'enseignement supérieur, compte tenu du niveau beaucoup plus élevé des dépenses privées aux Etats-Unis.

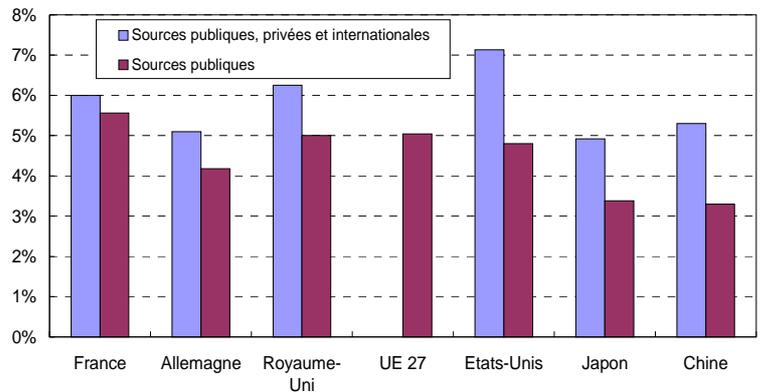
L'effort financier relatif de la Chine est également fortement soutenu par les dépenses privées. Il a déjà dépassé celui du Japon et de l'Allemagne et se rapproche du niveau enregistré pour la France.

La France se signale par une situation ambivalente mais plutôt positive s'agissant du pourcentage de diplômés du supérieur :

- rapporté à la population active, ce pourcentage est inférieur en France et en Europe à celui constaté aux Etats-Unis et au Japon, la France présentant un niveau cependant supérieur à la moyenne UE. La France est cependant beaucoup mieux placée s'agissant de la proportion des diplômés du supérieur parmi les jeunes générations : elle dépasse par exemple nettement l'Allemagne et la moyenne UE, de même que les Etats-Unis.

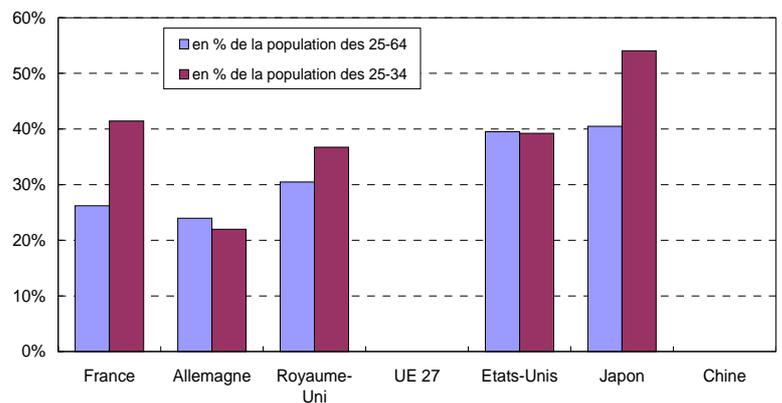
Cette montée en puissance des diplômés du supérieur devrait avoir des conséquences économiques positives à court et moyen terme.

Dépenses au titre des établissements d'enseignement tous niveaux en 2005



Source : données OCDE 2005 sauf Chine : données NBS/PRC

Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire en 2006

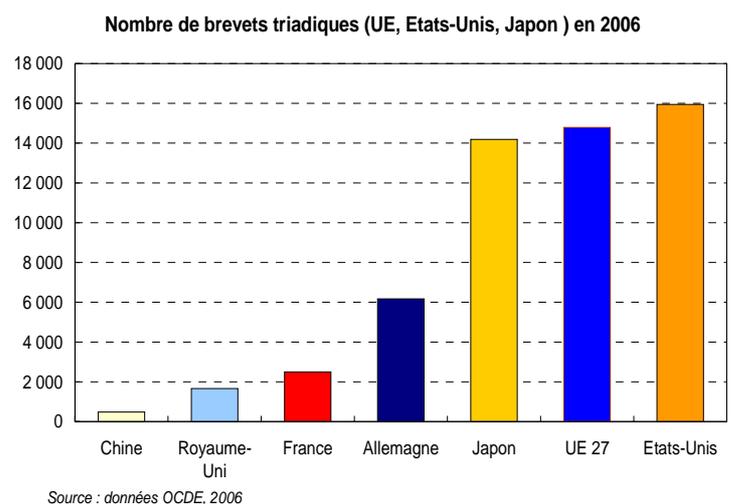
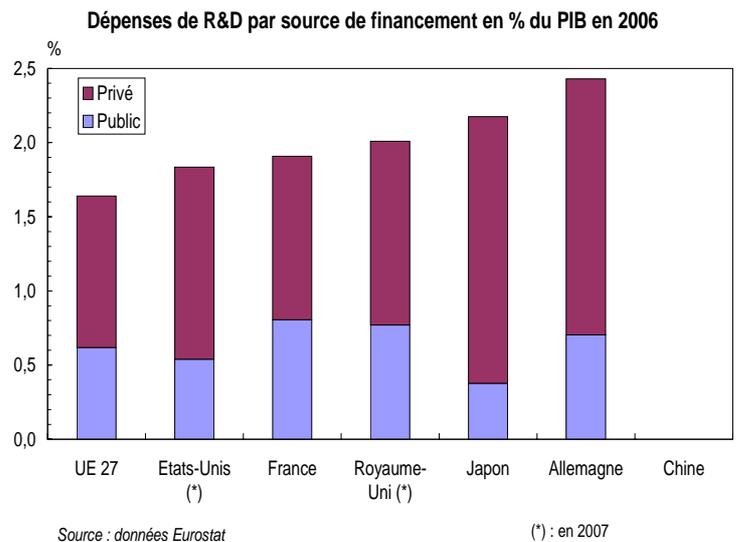


Source : données OCDE, 2006

Le niveau de dépenses intérieures (publiques et privées) de R&D est structurellement plus bas dans les pays européens, dont la France, qu'aux Etats-Unis et au Japon.

Si la France est au-dessus de la moyenne européenne et du niveau constaté au Royaume Uni, elle reste largement en deçà de l'objectif de 3% du PIB fixé par le Conseil européen de Barcelone en 2002. Ce déficit global de dépenses de R&D est largement dû au niveau limité des dépenses privées : les dépenses publiques françaises approchent l'objectif de 1% fixé à Barcelone et sont supérieures à celles des autres pays.

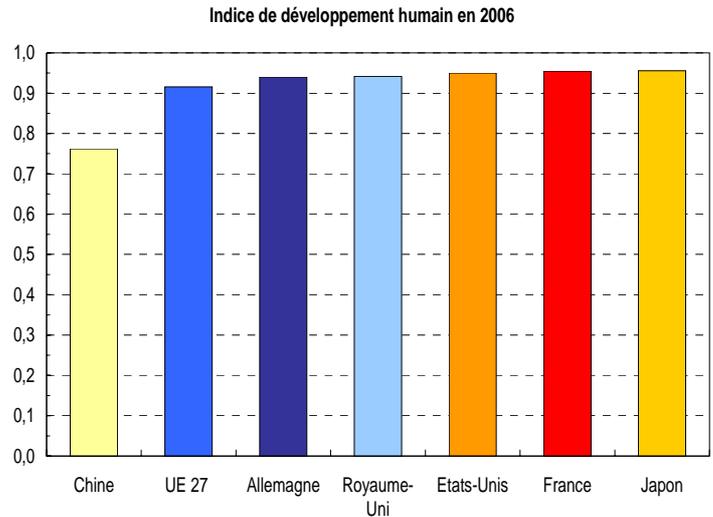
La hiérarchie en matière de nombre de brevets triadiques (qui ont la plus forte valeur économique) semble reproduire celle constatée en matière de dépenses de R&D. La France présente à nouveau un résultat supérieur à celui du Royaume-Uni et de la Chine, mais largement en retrait par rapport aux Etats-Unis et au Japon. Rapporter le nombre de brevets à la population conduit à largement relativiser le « déficit » de la France vis-à-vis des Etats-Unis, mais pas du Japon (dont le niveau demeure 3 fois plus élevé que le niveau français).



Indicateurs sociaux

5. Indicateurs sociaux

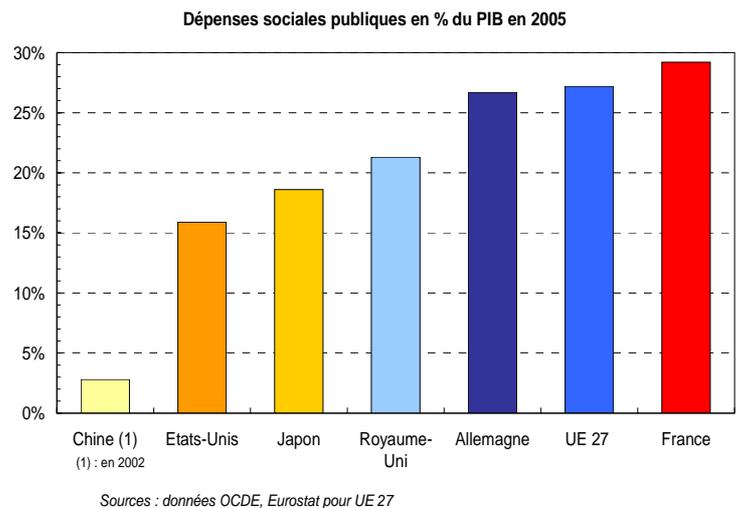
La France occupe l'un des premiers rangs du classement de l'indice de développement humain, qui combine le niveau de richesse par habitant, des éléments relatifs à la santé (notamment l'espérance de vie) et le niveau d'éducation. Le niveau nettement inférieur d'un pays comme la Chine est dû à des performances moindres sur chacun de ces trois registres.



Le niveau de dépenses publiques sociales est nettement plus élevé dans l'UE qu'au Japon et aux Etats-Unis et beaucoup plus qu'en Chine.

Ces différences de niveau de dépenses expriment la différence des « modèles sociaux » en vigueur, les modèles non européens accordant une place beaucoup plus importante aux dépenses sociales privées (notamment en Chine).

Une telle situation présente d'importants avantages en période de crise. Sur longue période, le mode de financement des dépenses publiques sociales peut en revanche avoir des incidences négatives sur la compétitivité globale des pays européens, selon l'assiette choisie pour leur financement.



La proportion de la population active par rapport à la population totale est en moyenne plus faible en Europe qu'aux Etats-Unis, au Japon et surtout en Chine, la France se signalant comme le pays où cette part est la plus faible (autour de 45%).

Cette relative singularité française découle à la fois :

- des bonnes performances de notre pays en termes de natalité et d'espérance de vie ;
- de la relative faiblesse des taux d'emploi français au regard de la moyenne européenne, notamment chez les jeunes (faible cumul emploi/études) et chez les travailleurs âgés (sortie précoce du marché du travail).

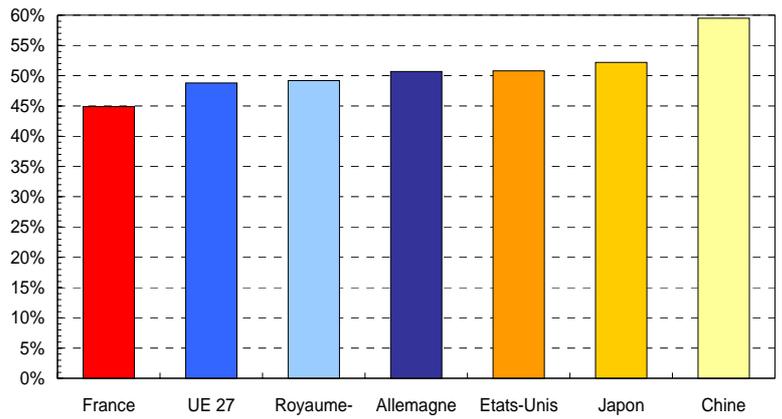
Une telle situation a des conséquences importantes en termes de croissance potentielle tout comme en termes de ratio de dépendance actifs/inactifs (notamment pour le financement des retraites).

L'âge de sortie du marché du travail constitue à la fois l'un des éléments des modèles sociaux appliqués par les pays et l'un des leviers quantitatifs utilisables pour soutenir la croissance potentielle et consolider le financement des systèmes de retraite par répartition. La France présentait en 2007 un âge moyen de sortie du marché du travail plus bas que celui constaté en Allemagne et au Royaume Uni.

Le taux de chômage est traditionnellement plus élevé dans l'UE qu'au Japon et aux Etats-Unis. La France se situe de surcroît au dessus de la moyenne européenne.

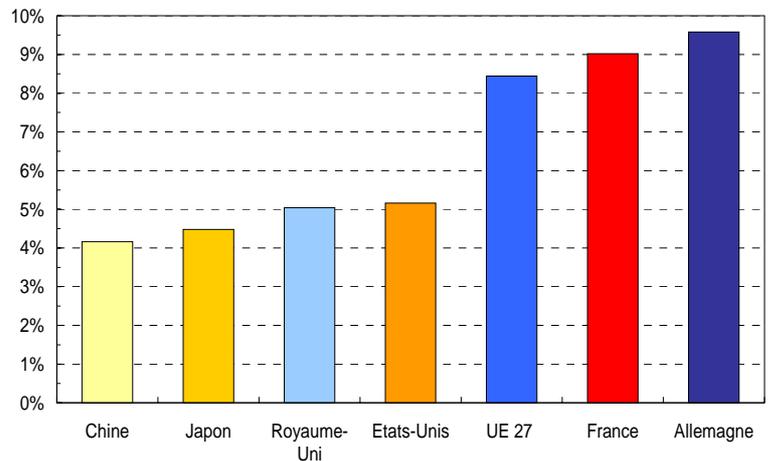
Les origines d'une telle situation tiennent à la fois au dynamisme général des économies, aux défaillances des systèmes de formation et aux modes d'incitation en vigueur sur le marché du travail (réglementation, indemnisation du chômage, niveau des *minima* sociaux etc.).

Population active en % de la population totale en 2007



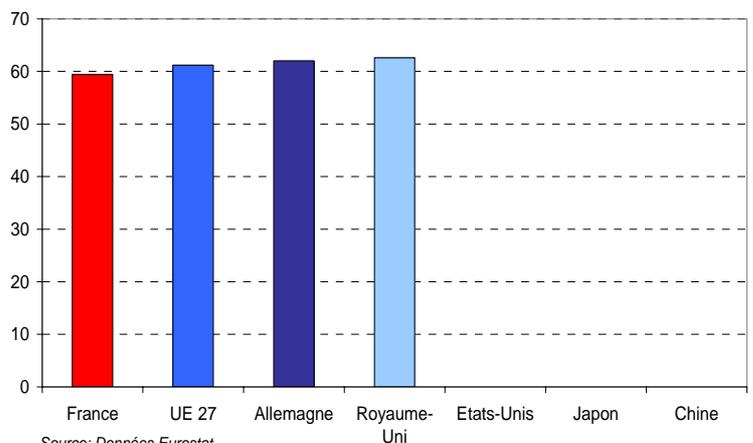
Sources : données OCDE, OIT pour Chine et USA

Taux de chômage en % de la population active civile, moyenne 2003- 2007



Sources : données OCDE, OIT pour Chine

Age moyen de sortie du marché du travail en 2007



Source: Données Eurostat

Indicateurs environnementaux

6. Indicateurs environnementaux

L'empreinte énergétique de la France est supérieure à la moyenne UE, 3 fois supérieure à celle de la Chine mais deux fois inférieure à celle des Etats-Unis.

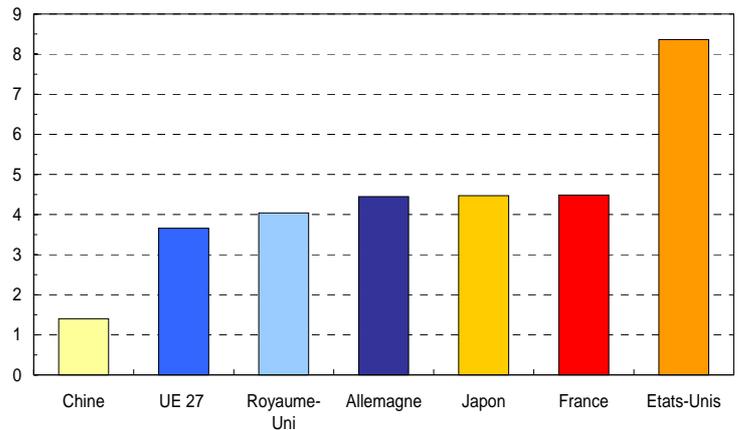
Pour autant, la France et les pays européens sont plutôt peu polluants au regard de leur part relative de la population mondiale et du niveau d'empreinte énergétique des Etats-Unis.

Les modes de production nationaux permettent cependant à la France d'afficher une performance particulièrement bonne en matière d'émission de CO₂. Cette performance est en partie liée à la nature de son « mix énergétique » (et notamment de sa composante nucléaire). On retrouve l'impact de ce mix énergétique dans la faible intensité carbone de l'économie française.

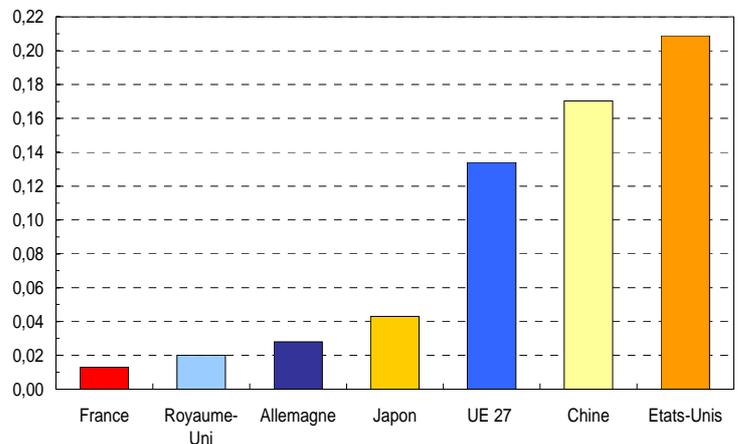
Les Etats-Unis sont à l'inverse un très gros émetteur de CO₂ au regard de leur population relative, compte tenu de l'intensité carbone et de l'intensité énergétique de son économie.

La Chine produit également beaucoup de CO₂ au regard de sa part relative dans le PIB mondial : ce fort niveau d'émission pourrait reconduire à reconsidérer la nature des obligations qui lui incombe au regard du protocole de Kyoto et de ses suites (en tant que pays émergent, la Chine n'est pas aujourd'hui soumise à des obligations de réduction d'émission de CO₂).

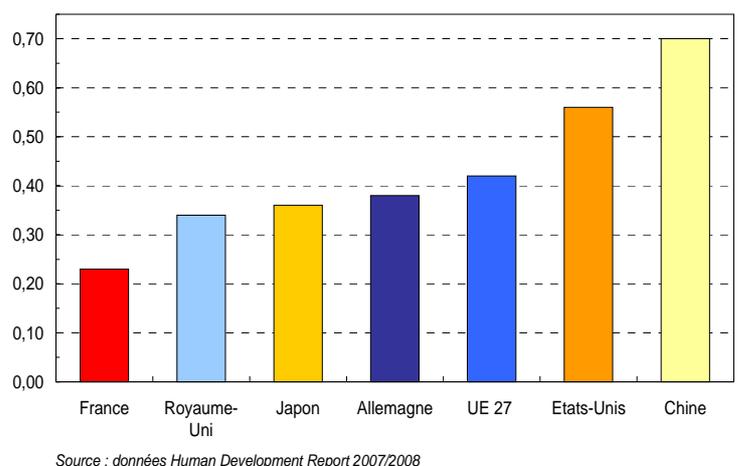
Empreinte énergétique : énergie consommée par habitant en 2006



Part mondiale des émissions de CO₂ en 2004

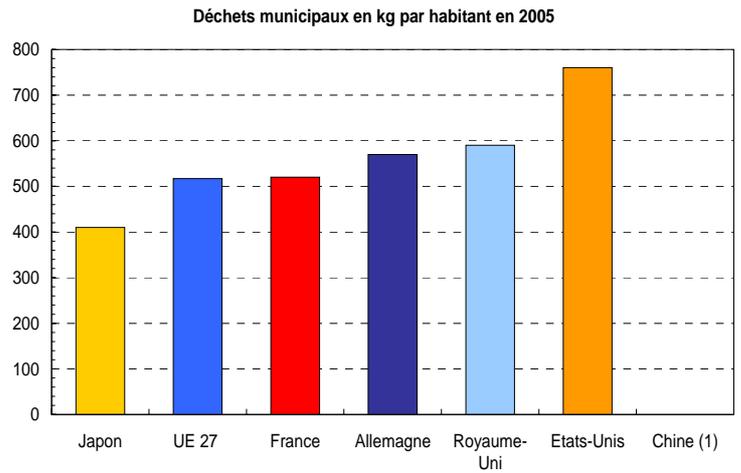


Intensité carbone (émissions de CO₂ par unité de PIB) en 2004



La position relative de la France en termes de production de déchets par habitants est dans la moyenne européenne même si moins positive que celle du Japon.

Sur ce registre comme sur celui des émissions de CO₂, ce sont les Etats-Unis qui apparaissent de loin les plus polluants (même s'il faudrait intégrer le rôle joué par le recyclage des déchets pour juger de l'impact réel final des différents pays).



Source : données OCDE

(1) : nd

Indicateurs politiques

7. Indicateurs politiques

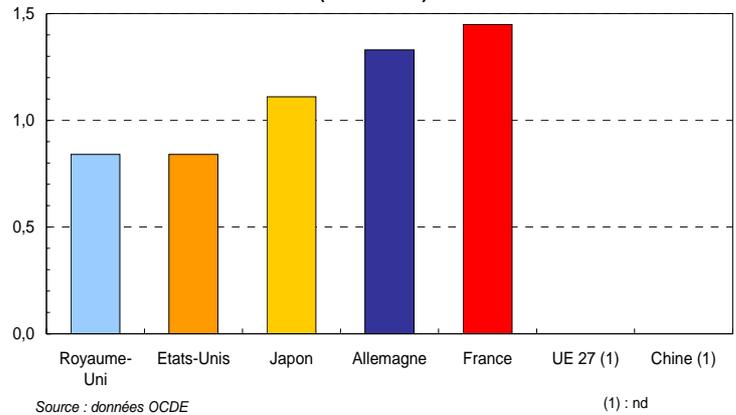
L'Etat est fortement impliqué dans la régulation de l'économie en France, même si les barrières à la concurrence existants dans notre pays sont plutôt basses.

Le fort niveau d'implication étatique dans l'économie découle donc des autres modes d'intervention évalués par l'indice composite de l'OCDE. Cette implication est notamment plus forte s'agissant du rôle de l'Etat investisseur et du niveau des obstacles au commerce et à l'investissement pour les entreprises non nationales.

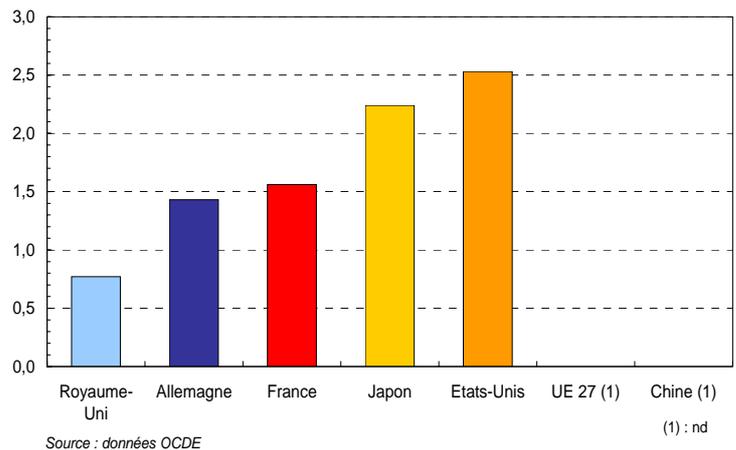
Le modèle de développement économique et social de la France est relativement égalitaire au regard des Etats-Unis et de la Chine.

Ce niveau relativement réduit d'inégalités de revenus découle en grande partie des systèmes redistributifs en vigueur en Europe. Ces systèmes jouent un rôle non négligeable en matière de cohésion sociale mais leur mode de financement peut avoir des incidences négatives sur la compétitivité globale des pays européens.

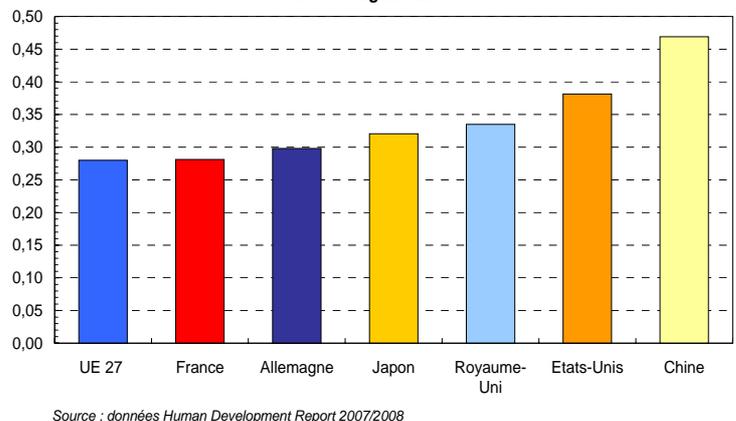
Contrôle étatique du marché des biens et services en 2008
(indice PMR)



Barrières à la concurrence en 2008

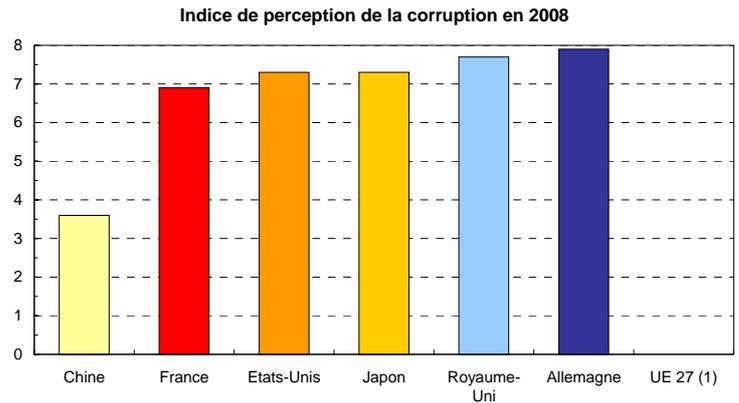


Indice de Gini en 2005 (mesure des inégalités de revenu): Indice de 0 à 1, où 0 est l'égalité absolue



Le modèle de développement européen semble relativement épargné par la corruption, même si France ne figure pas dans les pays les mieux classés sur ce registre.

La différence est cependant substantielle avec un pays comme la Chine, la situation de ce pays constituant un handicap potentiel pour l'accueil des investissements étrangers et leur allocation optimale dans l'économie.



Source : Transparency International

(1) : nd

Annexe

La France dans la mondialisation - éléments de comparaison

L'ensemble des données présentées dans ce « Tableau de bord » a avant tout pour but d'éclairer différentes facettes de la mondialisation, tout en présentant la situation de la France au regard de celle de quelques grands pays.

Ces données permettent d'évaluer en creux les points forts et les points faibles de notre pays mais, compte tenu de leur caractère à la fois composite et transversal, il ne semble pas pertinent de les utiliser afin de nourrir un classement « hiérarchisé », sur le modèle de ceux établis par d'autres organisations.

L'intérêt de nombre des « tableaux de bord » déjà existants est de se focaliser sur un aspect particulier de la situation des pays au niveau international, et qui permet dès lors d'établir une hiérarchisation relativement bien étayée.

Ces « Tableaux de bord » peuvent porter sur les performances des pays en termes de compétitivité, tel celui établi par l'« IMD » de Lausanne. Son édition 2007 fait apparaître la France en 28^{ème} position sur ce registre, tandis que les Etats-Unis occupaient la 1^{ère} place, la Chine la 15^{ème}, l'Allemagne la 16^{ème}, le Royaume Uni la 20^{ème} et le Japon la 24^{ème} (voir <http://www.imd.ch/research/centers/wcc/index.cfm>).

Le Tableau de bord « Doing business » établi par la Banque mondiale, et qui mesure la facilité à développer une activité commerciale dans tel ou tel pays, constitue lui aussi une référence : l'indicateur synthétique global présenté par son édition 2009 place la France en 31^{ème} position, les Etats-Unis en 3^{ème}, le Royaume-Uni en 6^{ème}, le Japon en 12^{ème}, l'Allemagne 25^{ème} et la Chine en 83^{ème} position (voir <http://www.doingbusiness.org/>).

Les Tableaux de bord comparatifs peuvent enfin porter sur les réformes engagées par les autorités nationales sur tel ou tel enjeu structurel : c'est par exemple le cas de celui publié chaque année par le « Center for European Reform », qui se base sur la façon dont les différents pays de l'UE ont atteint les objectifs de réforme fixés par la Stratégie de Lisbonne. Dans la livraison 2009 de ce Tableau de bord, la France était classée en 10^{ème} position, le Royaume-Uni en 7^{ème} et l'Allemagne en 8^{ème} position (voir http://www.cer.org.uk/pdf/rp_882.pdf).